



RCS : ORLEANS

Code greffe : 4502

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1995 B 00690

Numéro SIREN : 398 453 407

Nom ou dénomination : A.T. MEDIA COMMUNICATION

Ce dépôt a été enregistré le 22/02/2013 sous le numéro de dépôt 1372

COPIE CERTIFIEE CONFORME

A.T. MEDIA COMMUNICATION

Société A Responsabilité Limitée
au capital de 50.000 €

Siège Social : 69 rue du Colombier
ORLEANS (45000)

R.C.S. ORLEANS 398 453 407

A 1372

22 FEB 2013

COPIE

STATUTS MIS A JOUR LE 25.01.2013

TITRE I

FORME - OBJET - DENOMINATION SOCIALE - SIEGE SOCIAL - DUREE

Article 1 - Forme

La Société « **A.T. MEDIA COMMUNICATION** », a été constituée, à l'origine, sous la forme d'une Société en Non Collectif.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2007, il a été décidé de transformer la Société en SARL, régie par la loi et les règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Cette Société continue d'exister entre les propriétaires des parts sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement.

Article 2 - Objet

La société a pour objet :

La réalisation sous forme d'agence, de concession, de distribution, d'édition, de représentation ou autrement, de toutes activités touchant à la publicité par voie de presse, radio, télévision, affichages ou autres supports écrits et/ou audiovisuels, ainsi que la création et l'organisation d'événements, la prise de participation dans le capital de sociétés, ayant des activités complémentaires ou connexes à l'objet défini ci-dessus.

- le tout directement ou indirectement, par voie de création de sociétés et groupements nouveaux, d'apport, de commandite, de souscription d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou location-gérance de tous biens et autres droits,

- et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets visés ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes.

Article 3 - Dénomination

La société a pour dénomination sociale : « **A.T. MEDIA COMMUNICATION** ».

Dans tous documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société A Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L.", et de l'énonciation du capital.

Article 4 - Durée de la société - Exercice social

1 - La durée de la société est fixée à cinquante années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, en date du 6 octobre 1994, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Article 5 - Siège

Le siège de la société est fixé à ORLEANS (Loiret), 69, rue du Colombier.

Il peut être transféré dans la même ville par simple décision de la gérance et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés prise en conformité de l'article 20.

La gérance peut créer des succursales partout où elle le juge utile.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Article 6 - Apports

Constituée initialement sous la forme d'une Société en Non Collectif, les associés ont apporté à la société, lors de sa constitution :

- **Madame Sylvie BOULARD**, épouse FERLING,
une somme en numéraire
de CINQ MILLE TROIS CENT TRENTE TROIS EUROS ET SOIXANTE ET ONZE
CENTIMES
, ci 5.335,71€

- **Monsieur Nicolas FERLING**,
une somme en numéraire
de DEUX MILLE DEUX CENT QUATRE VINGT SIX EUROS ET SOIXANTE QUATORZE
CENTIMES
, ci 2.286,74 €

**soit ensemble la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET
QUARANTE CINQ CENTIMES, ci 7.622,45 €**

A la suite d'une décision intervenue aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} octobre 2007, le capital social qui s'élevait à SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES (7.622,45 €) a été augmenté de QUARANTE DEUX MILLE TROIS CENT SOIXANTE DIX SEPT EUROS ET CINQUANTE CINQ CENTIMES (42.377,55 €) par incorporation de réserves et par élévation du montant nominal de chaque part existante qui sera portée de 15,2449 € à 100 €.

Article 7 - Capital

Le capital social originel de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS ET QUARANTE CINQ CENTIMES (7.622,45 €) réparti en 500 parts sociales de 15,2449 € chacune, a été fixé à **CINQUANTE MILLE EUROS** (50.000 €), par la décision collective extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2007, décidant l'augmentation du montant nominal des parts sociales, désormais fixé à 100 €, réparties entre les associés de la manière suivante :

- A Monsieur Nicolas FERLING, CENT CINQUANTE parts sociales, numérotées de 351 à 500, ci	150
- A Madame Sylvie BOULARD, épouse FERLING, TROIS CENT CINQUANTE parts sociales, numérotées de 1 à 350, ci	350
TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT LE CAPITAL SOCIAL, soit CINQ CENTS, ci	<u>500 »</u>

Par suite des cessions de parts sociales consenties par Madame Sylvie FERLING au profit de Monsieur Hervé DE TROGOFF, à hauteur de 63 parts sociales et par Madame Sylvie FERLING au profit de Monsieur Yvonnick DE TROGOFF, à hauteur de 62 parts sociales, aux termes d'un ASSP en date du 20 mai 2010, la répartition du capital social est devenue la suivante :

- A Monsieur Nicolas FERLING, CENT CINQUANTE parts sociales, numérotées de 351 à 500, ci	150
- A Madame Sylvie BOULARD, épouse FERLING, DEUX CENT VINGT CINQ parts sociales, numérotées de 126 à 350, ci	225
- A Monsieur Hervé DE TROGOFF, SOIXANTE TROIS parts sociales, numérotées de 1 à 63, ci	63
- A Monsieur Yvonnick DE TROGOFF, SOIXANTE DEUX parts sociales, numérotées de 64 à 125, ci	62

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT
LE CAPITAL SOCIAL, soit CINQ CENTS, ci

500

Par suite de la cession de parts sociales consentie par Monsieur Yvonnick DE TROGOFF au profit de Monsieur Hervé DE TROGOFF, à hauteur de 62 parts sociales, aux termes d'un ASSP en date du 11 mai 2011, la répartition du capital social est devenue la suivante :

- A Monsieur Nicolas FERLING, CENT CINQUANTE parts sociales, numérotées de 351 à 500, ci	150
- A Madame Sylvie BOULARD, épouse FERLING, DEUX CENT VINGT CINQ parts sociales, numérotées de 126 à 350, ci	225

- A Monsieur Hervé DE TROGOFF,
CENT VINGT CINQ parts sociales,
numérotées de 1 à 125, ci 125

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT
LE CAPITAL SOCIAL, soit CINQ CENTS, ci **500** »

Par suite de la cession de parts sociales consentie par Monsieur Hervé DE TROGOFF au profit de Monsieur Nicolas FERLING, à hauteur de 125 parts sociales, aux termes d'un ASSP en date du 25 janvier 2013, la répartition du capital social est devenue la suivante :

- A Monsieur Nicolas FERLING,
DEUX CENT SOIXANTE QUINZE parts sociales,
numérotées de 1 à 125 et de 351 à 500, ci 275

- A Madame Sylvie BOULARD, épouse FERLING,
DEUX CENT VINGT CINQ parts sociales,
numérotées de 126 à 350, ci 225

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT
LE CAPITAL SOCIAL, soit CINQ CENTS, ci **500**

Les associés déclarent expressément que les parts sociales représentant le capital social ont été souscrites et libérées en totalité, et qu'elles sont réparties entre les associés dans les proportions indiquées ci-dessus.

Article 8 - Augmentation ou réduction de capital

1 - Le capital peut être augmenté ou réduit dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

2 - La décision collective portant une augmentation du capital par apport nouveau, peut exiger une prime dont elle fixe le montant et l'affectation.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire de parts sociales en vertu de l'article 10, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

Les parts sociales, qui ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une souscription publique, doivent être entièrement libérées et toutes réparties lors de leur création.

3 - Toute augmentation du capital par attribution de parts gratuites, peut toujours être réalisée nonobstant l'existence de rompus, les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits d'attribution pour obtenir la délivrance d'une part nouvelle devant faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de droits nécessaires. Il en sera de même en cas de réduction du capital par réduction du nombre de parts.

Article 9 - Parts sociales

1 - Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résulte seulement des statuts, des actes modifiant le capital social et des cessions régulièrement consentis.

2 - Chaque part sociale donne à son propriétaire, un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social et une voix dans tous les votes.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes, que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière, dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3 - Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société, par un mandataire commun, pris parmi eux ou dehors d'eux ; à défaut d'entente, il sera pourvu par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre, lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

Article 10 - Transmission des parts

1 - Transmission entre vifs

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signatures privées. Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par dépôt d'un original de l'acte de cession remis au gérant es-qualités, contre récépissé. Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité, et, en outre, après publicité au Registre du Commerce.

Les parts se transmettent librement à titre gratuit ou onéreux entre associés.

Elles ne peuvent être transmises, à quelque titre que ce soit, entre ascendants et descendants, entre conjoints - et sous réserve des restrictions de la loi civile à la liberté de disposer entre époux -, ainsi qu'à des tiers étrangers à la société, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, cette majorité étant en outre déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession de parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, ce consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts, à un prix fixé à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties.

Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital, si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans, ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux, ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues, selon les dispositions de l'article 2346 du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère après la cession, racheter, sans délai, les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance, dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société, afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la transmission de ses parts sociales à ses héritiers ou ayants-droit est soumise à l'agrément des associés survivants dans les conditions prévues à l'alinéa 1 du présent article.

3 - Liquidation d'une communauté de biens entre époux

La transmission des parts sociales en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, que cette liquidation intervienne du vivant des époux ou au décès de l'un d'eux, est soumise à l'agrément des associés dans les conditions prévues à l'alinéa 1 du présent article.

Article 11 - Décès - Incapacité - Liquidation des biens - Faillite personnelle d'un associé

Le décès, l'incapacité, la liquidation des biens ou la faillite personnelle de l'un quelconque des associés, n'entraînent pas la dissolution de la société, mais si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant, et il sera procédé comme indiqué à l'article 16.

Article 12 - Conventions entre la société et ses associés ou gérants

1 - Les conventions intervenues entre la société et l'un des gérants ou associés sont l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes, à l'assemblée annuelle.

Il est statué sur ce rapport ; le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Pour l'application de ces dispositions, la gérance avise le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le rapport du gérant ou du commissaire doit être établi conformément aux dispositions réglementaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent paragraphe, s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle, leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à leur conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires. Sauf cas particulier à soumettre à la décision des associés, aux conditions de majorité ordinaire, la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société, le droit de libération anticipée.

ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 13 - Nomination des gérants

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, pris parmi les associés ou en dehors d'eux, et nommés pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés ayant participé au vote, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, de la nomination du ou des gérants tant qu'elle ne l'a pas régulièrement publiée.

Article 14 - Pouvoirs des gérants

Chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Il a la signature sociale donnée par la mention de la dénomination sociale avec les mots "le gérant" ou "l'un des gérants", le tout pouvant être apposé au moyen d'une griffe et devant être suivi de la ou des signatures.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant, est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs co-associés, et à titre de mesure d'ordre intérieur, les gérants ont les pouvoirs nécessaires dont ils peuvent user ensemble ou séparément - sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue - pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, les achats, échanges et ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles, les hypothèques et nantissements, la fondation de sociétés et tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, ainsi que toute prise d'intérêt dans ces sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés, aux conditions de majorité ordinaire, sans toutefois que cette limitation de pouvoirs, qui ne concerne que les rapports des associés entre eux, puisse être opposée aux tiers.

Article 15 - Obligations et responsabilités des gérants

Sauf dispositions contraires à la décision qui les nomme, les gérants ne sont tenus de consacrer que le temps nécessaire aux affaires sociales.

Les gérants peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société et passer avec ce ou ces directeurs, des traités déterminant l'étendue de leurs attributions et pouvoirs, la durée de leurs fonctions et l'importance de leurs avantages fixes ou proportionnels. Ils peuvent aussi de la même manière et sous leur responsabilité, constituer des mandataires spéciaux et temporaires.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux Sociétés A Responsabilité Limitée, soit des violations aux présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion. Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le Tribunal détermine la part contributive dans la séparation du dommage.

Article 16 - Cessation de fonctions

Tout gérant, associé ou non, nommé ou non dans les statuts, est révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés ayant participé au vote, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Si sa révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

En outre, le gérant est révocable par les Tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Tout gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, ceci sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire du capital.

Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité de les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou d'une décision de justice.

En cas de cessation de fonctions par l'un des gérant, pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par le ou les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés nomme un ou plusieurs autres gérants, à la diligence de l'un d'entre eux et aux conditions de majorité prévues à l'article 13.

La société ne peut se prévaloir, à l'égard des tiers, de la cessation des fonctions d'un gérant tant qu'elle ne l'a pas régulièrement publiée.

Article 17 - Traitement des gérants

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

TITRE III

DECISION DES ASSOCIES

Article 18 - Décisions collectives - Forme et modalités

1 - La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaires quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas.

2 - Ces décisions résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

a) Toute assemblée générale doit être convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, par lettre recommandée avec avis de réception, expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés, à son dernier domicile connu. La convocation indique l'ordre du jour de la réunion dont le libellé doit faire apparaître clairement le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le quart en nombre et en capital ou la moitié en capital, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

A la demande de tout associé, le Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée, et de fixer son ordre du jour.

Aucune action en nullité pour convocation irrégulière de l'assemblée n'est recevable si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales; en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts, la présidence est assurée par le plus âgé.

Une feuille de présence indiquant les noms et domiciles des associés et de leurs représentants ou mandataires, ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est élargée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Seules sont mises aux voix les questions figurant à l'ordre du jour.

b) En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant, pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

3 - Tout associé a droit de participer aux décisions avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint. Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut être également donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être eux-mêmes associés.

4 - Toute délibération de l'assemblée est constatée par un procès-verbal qui indique la date et le lieu de réunion, les noms, prénoms, et qualités du Président, les noms et prénoms des associés présents ou représentés, avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants, et le cas échéant, par le Président de séance sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles, dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

5 - La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes. Mais la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus au paragraphe 2, alinéa 1er, ci-dessus.

6 - Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés.

Article 19 - Décisions collectives ordinaires

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

A cet effet, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le bilan, le compte de résultats et l'annexe établis par les gérants sont soumis à approbation.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer sur toutes autres propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas modifications aux statuts ou approbation de transmission de parts sociales soumises à agrément.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés ayant participé au vote, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation. Toutefois, la majorité requise à l'alinéa précédent est irréductible s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant.

Article 20 - Décisions collectives extraordinaires

1 - Les associés ne peuvent, si ce n'est pas une décision unanime, changer la nationalité de la société, et obliger un des associés à augmenter son engagement social.

2 - En cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, doivent être prises aux conditions de majorité prévues à l'article 10.

3 - Après l'établissement et l'approbation du bilan des deux premiers exercices, la transformation en Société Anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité du capital social, si l'actif net figurant au dernier bilan excède sept cent cinquante mille euros.

4 - En cas de révocation d'un gérant désigné par les statuts, la modification corrélative de l'article où figurait son nom, conséquence matérielle de cette révocation, est réalisée dans les mêmes conditions que la révocation elle-même.

5 - Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Les associés peuvent décider ou autoriser notamment :

- L'augmentation du capital social par tous moyens, tout associé nouveau étant agréé, le cas échéant, dans les conditions visées au paragraphe 2, ci-dessus, ou sa réduction dans la limite fixée à l'article 8.
- La division de ce capital en parts d'un taux autre que celui actuellement prévu, nonobstant l'existence de rompus, sous réserve des prescriptions légales.
- La prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société.
- La fusion de la société avec d'autres sociétés constituées ou à constituer.
- La transformation en société d'une autre forme, sous réserve des dispositions des paragraphes 1, 3 et 4 ci-dessus.
- Toutes modifications à l'objet social, notamment son extension ou sa restriction.

6 - Par dérogation aux dispositions de l'alinéa précédent, la décision d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves est prise par les associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

7 - Aucune décision tendant à la transformation de la société, en société d'une autre forme, ne peut être valablement prise si elle n'est précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit, sur la situation de la société.

Article 21 - Droit de communication des associés

1 - Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des comptes d'exploitation générale et de pertes et profits, des bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées, concernant les trois derniers exercices.

Ce droit comporte, sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre copie.

L'associé peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établies par les Cours et Tribunaux.

2 - Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle prévue à l'article 19 ci-dessus, les documents soumis, en vertu de cet article, à l'approbation de l'assemblée, à l'exception de l'inventaire, sont adressés par la gérance aux associés avec en outre, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes. L'inventaire est, pendant le même délai, tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

3 - En cas de convocation de toute autre assemblée, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Ces mêmes documents sont, pendant le même délai, tenus à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

4 - Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège social, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document, la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice, et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à celle fixée par les règlements en vigueur.

TITRE IV

COMMISSAIRE AUX COMPTES

Article 22 - Contrôle des commissaires aux comptes

1 - La collectivité des associés, peut, à tout moment, nommer dans les conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs commissaires aux comptes.

En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs associés, représentant au moins le cinquième du capital.

La désignation d'un commissaire aux comptes est obligatoire dès lors que deux au moins des trois seuils suivants se révèlent dépassés, savoir :

- lorsque le total du bilan est supérieur à dix millions de 1.550.000 euros,
- lorsque le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au cours d'un exercice est supérieur à 3.100.000 euros,
- lorsque le nombre moyen de salariés de la société dépasse cinquante.

2 - Le ou les commissaires sont nommés pour une durée de six exercices expirant après la réunion de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice ; l'exercice en cours, lors de la nomination, compte pour un exercice entier.

En cas de nomination d'un commissaire aux comptes, il est procédé simultanément à la désignation d'un commissaire suppléant.

Le commissaire aux comptes, nommé en remplacement d'un autre, ne demeure en fonction, que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision ordinaire des associés.

3 - Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

TITRE V

AFFECTATION DES RESULTATS - REPARTITION DES BENEFICES

Article 23 - Arrêté des comptes sociaux

Il est dressé à la clôture de chaque exercice, par les soins de la gérance, un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan résumant l'inventaire, un compte de résultats et l'annexe.

La gérance établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Elle y mentionne également les méthodes autres que celles prévues par les dispositions en vigueur utilisées, le cas échéant, pour l'évaluation des biens de la société.

Le compte et l'annexe ainsi que le bilan sont établis à chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

Toutefois, en cas de proposition de modifications, l'assemblée générale, au vu des comptes établis selon les formes et les méthodes, tant anciennes que nouvelles, et sur rapport de la gérance et des commissaires aux comptes s'il en existe, doit se prononcer sur les modifications proposées.

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société, est mentionné à la suite du bilan.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère. Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution de bénéfices. Les frais d'augmentation du capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés; ils peuvent être imputés sur le montant des primes d'émission afférentes à cette augmentation.

Article 24 - Affectation et répartition des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions, constituent des bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme légale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu à l'alinéa précédent et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés proportionnellement au nombre de parts possédées pour chacun d'eux. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, l'affecter en tout ou partie à tous fonds de réserve, avec ou sans destination spéciale ou le reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Article 25 - Dividendes - Paiements

Aucun dividende ne peut être mis en paiement avant approbation des comptes et constatation de l'existence des sommes distribuables au moins égales à ce montant.

Les modalités de la distribution sont fixées par l'assemblée des associés, ou, à défaut par la gérance.

La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

Aucune répétition ne peut être exigée des associés pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

TITRE VI

PROROGATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 26 - Prorogation

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

A défaut, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la société, peut demander au Président du Tribunal, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

Article 27 - Perte du capital social - Dissolution

1 - Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, l'actif net de la société devient inférieur à la moitié du capital social, la gérance est tenue de consulter les associés à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de prononcer la dissolution anticipée de la société. La décision doit intervenir dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte. Elle doit être publiée.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, et sous réserve des dispositions légales relatives à la reconstitution du capital minimum exigé, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce délai, l'actif net n'a pas été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

2 - La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par la perte totale de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs, ou par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation des biens.

La réunion de toutes les parts sociales en une seule main, n'entraîne la dissolution de la société, à la demande de tout intéressé, que si l'associé unique ne s'est pas adjoint au moins un associé, ou n'a pas transformé la société en Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée (E.U.R.L.), dans le délai d'un an. Toutefois, cet associé peut dissoudre la société à tout moment par déclaration au Greffe du Tribunal de Commerce.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers, qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du Commerce. Elle ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes, s'il en existe.

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective extraordinaire des associés.

Article 28 - Liquidation

1 - Ouverture de la liquidation

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la société est aussitôt en liquidation et sa dénomination sociale est dès lors suivie de la mention "société en liquidation".

Cette mention ainsi que les noms du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, et notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.

2 - Désignation des liquidateurs

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société, sauf à l'égard des tiers par l'accomplissement des formalités de publicité de la dissolution.

Les associés, par une décision collective ordinaire, nomment parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération ; le ou les gérants alors en exercice, peuvent être nommés liquidateurs.

Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination.

Leur mandat, sauf stipulation contraire, leur est donné pour toute la durée de la liquidation.

3 - Pouvoirs du ou des liquidateurs

La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective ordinaire des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Toutefois, sauf consentement unanime des associés, la cession de tout ou partie de l'actif de la société en liquidation à une personne ayant eu dans cette société la qualité d'associé, de gérant ou de commissaire aux comptes, ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation du Tribunal de Commerce, le ou les liquidateurs et, s'il en existe un, le commissaire aux comptes dûment entendus ; en outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendants ou descendants, est interdite.

La cession globale de l'actif de la société ou l'apport de l'actif à une autre société, notamment par voie de fusion, requiert la majorité des trois quarts du capital social.

4 - Obligations du ou des liquidateurs

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent réunir les associés chaque année en assemblée ordinaire, dans les délais, formes et conditions prévus pour les assemblées visées par l'article 18 et 19 des statuts.

Ils consultent en outre les associés, dans les délais et forme prévus à l'article 18 des statuts, chaque fois qu'ils le jugent utile ou qu'il y en a nécessité. Les décisions sociales selon leur nature, sont alors prises dans les conditions des articles 19, 4ème et 5ème alinéa, et 20, paragraphe 6 des statuts.

5 - Droit de communication des associés

Pendant toute la durée de la liquidation, les associés ont le droit de communication qui leur est conféré par l'article 21 des statuts.

6 - Clôture de la liquidation - Partage

En fin de liquidation, les associés dûment convoqués, par le ou les liquidateurs, statuent à la majorité prévue à l'article 19, paragraphe 4 et 5 des statuts, sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat. Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs négligent de convoquer l'assemblée, le Président du Tribunal de Commerce, statuant par ordonnance de référé peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'avis de clôture de la liquidation est publié conformément à la loi.

L'actif net est partagé entre les associés dans les proportions de leurs parts sociales. Les règles concernant le partage des successions y compris l'attribution préférentielle, s'appliquent. Les associés peuvent toujours d'un commun accord, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social.

Tout bien apporté, qui se retrouve en nature dans la masse partagée, est attribué sur demande et à charge de soulte, s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle. Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 29 - Contestations

En cours de vie sociale, comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation, à l'exécution des clauses statutaires sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du lieu du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations et significations sont valablement faites au domicile élu. A défaut d'élection de domicile, toutes notifications sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

A 1372

CESSION DE PARTS SOCIALES

ENTRE LES SOUSSIGNES :

1/ Monsieur Hervé DE TROGOFF du BOISGUEZENEC,

né le 10 mai 1968 à PIRAE (POLYNESIE FRANÇAISE), de nationalité française, marié à Madame Armelle DE TROGOFF, née CHEVALLIER, sous le régime de la séparation de biens, à la Mairie de LA-CHARTRE-SUR-LE-LOIR (72), le 10 novembre 1990, demeurant à ORLEANS (45), 2 rue Emile Biscara,

D'UNE PART

Ci-après dénommé « Le CEDANT »

ET

2/ Monsieur Nicolas FERLING

né le 16 juillet 1966 à PARIS (FRANCE), de nationalité française, marié à Madame Sylvie FERLING, née BOULARD, sous le régime de la communauté de biens, à la Mairie de SAINT MICHEL DE LLOTTES (66), le 9 juillet 1998, demeurant à ORLEANS (45), 69, rue du Colombier,

D'AUTRE PART

Ci-après dénommé « Le CESSIONNAIRE »

EST INTERVENUE LA CESSION DE PARTS SOCIALES, APRES QU'IL AIT ETE EXPOSE CE QUI SUIT :

I - EXPOSE

CESSION DE PARTS

1° DENOMINATION DE LA SOCIETE : « A.T. MEDIA COMMUNICATION ».

FORME SOCIALE : Société A Responsabilité Limitée régie par le Code du Commerce.

SIEGE SOCIAL - 69, rue du Colombier à ORLEANS (45).

IMMATRICULATION AU REGISTRE

DU COMMERCE ET DES SOCIETES - RCS ORLEANS 398 453 407

OBJET STATUTAIRE - La réalisation sous forme d'agence, de concession, de distribution, d'édition, de représentation ou autrement, de toutes activités touchant à la publicité par voie de presse, radio, télévision, affichages ou autres supports écrits et/ou audiovisuels, ainsi que la création et l'organisation d'événements, la prise de participation dans le capital de sociétés, ayant des activités complémentaires ou connexes à l'objet défini ci-dessus.

2° L'immatriculation de la société a été requise en date du 1^{er} décembre 1995.

La durée de la société a été fixée à CINQUANTE (50) années, à compter de son immatriculation au Greffe du Tribunal de Commerce.

HT
13 SF

3° - Le capital social fixé à la somme de 50.000 € a été constitué de la manière suivante :

- Lors de la constitution de la société, il a été apporté en numéraire la somme de 7.622,45 €,
- Aux termes des délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} octobre 2007, le capital social a été augmenté de 42.377,55 €, par incorporation de réserves et par élévation du montant nominal de chaque part existante qui a été portée de 15,2449 € à 100 €.

Le capital est composé de CINQ CENTS (500) parts sociales de 100 € chacune de valeur nominale, librement cessibles entre associés et cessibles, sous condition de l'agrément de la majorité des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, à l'égard de toutes autres personnes.

4° - DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE SOCIAL : 31 décembre

Le dernier bilan de la Société a été arrêté au 31 décembre 2012.

5° - SITUATION JURIDIQUE DES IMMEUBLES DANS LESQUELS LA SOCIETE EST INSTALLEE ET EXERCE SES ACTIVITES

ENSEMBLE IMMOBILIER SITUÉ A ORLEANS (45), 69, RUE DU COLOMBIER, COMPORTANT :

- Au rez-de-chaussée : un local commercial d'une superficie d'environ 90 m², avec WC,

Cet ensemble immobilier a fait l'objet d'un bail commercial consenti par la société « SARL JLF PROMOTION », aux termes d'un ASSP, en date à ORLEANS (45), du 23 décembre 2001, pour une durée de neuf années, à compter du 1^{er} janvier 2002, pour se terminer le 31 décembre 2011.

6° - ORIGINE ET SITUATION JURIDIQUE DU FONDS DE COMMERCE EXPLOITE PAR LA SOCIETE

Le fonds de commerce d'agence de communication multimédia a été créé le 1^{er} décembre 1995, lors de la constitution de la société, immatriculée au Greffe du Tribunal de Commerce d'ORLEANS.

7° - La société est administrée par Monsieur Nicolas FERLING et Madame Sylvie FERLING, co-gérants.

8° - Régime Fiscal - Impôts sur les sociétés.

TOUTES SES ENONCIATIONS ET DECLARATIONS SONT CERTIFIEES EXACTES ET SINCERES PAR LE CEDANT.

HT

13

HT

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE PROCEDURE A LA CESSION DES PARTS SOCIALES, DANS LES CONDITIONS CI-APRES :

II - CESSION DE PARTS SOCIALES

ARTICLE 1^{ER} - CESSION DE PARTS

Monsieur Hervé DE TROGOFF cède et transporte par les présentes, sous les garanties ordinaires, de fait et de droit en pareille matière, à **Monsieur Nicolas FERLING**, qui accepte, CENT VINGT CINQ (125) parts sociales, lui appartenant dans la société « **A.T. MEDIA COMMUNICATION** » sus-désignée, portant les numéros de 1 à 125.

Le cédant déclare, en outre, qu'il a la pleine capacité d'aliéner et que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de s'opposer à ladite cession.

Le cessionnaire a bien pris connaissance des éléments comptables, financiers et commerciaux, qui lui ont été fournis par le cédant pour définir les modalités de la présente cession.

Madame Sylvie FERLING autorise son conjoint à employer des fonds de la communauté existant entre eux pour la présente acquisition. Elle reconnaît avoir été avertie, en application de l'article 1832-2 du Code Civil, de la possibilité qui lui est offerte de devenir associée pour la moitié des parts dont s'agit. Elle déclare ne pas vouloir user de cette faculté.

Les parts cédées deviennent la propriété de Monsieur Nicolas FERLING, à compter de ce jour.

Celui-ci aura seul droit à tous les dividendes qui seront mis en distribution sur ces parts après cette date. Il sera subrogé dans tous les droits et obligations liés auxdites parts qui lui ont été cédées, à compter du même jour.

Monsieur Hervé DE TROGOFF n'aura pas droit aux bénéfices, au titre de l'exercice clos au 31.12.2012.

ARTICLE 2 - DATE D'EFFET DES PRESENTES

De convention expresse entre les parties, la présente cession prend effet à la date de ce jour, par la prise de possession intervenant du fait de la signature des présentes.

ARTICLE 3 - PRIX DES PARTS SOCIALES CEDEES

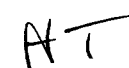
La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix global et forfaitaire de TRENTE MILLE EUROS (30.000 €), soit 240 € par part sociale cédée.

ARTICLE 4 - PAIEMENT DU PRIX

Il est payé ce jour comptant par le cessionnaire au cédant la somme de TRENTE MILLE EUROS (30.000 €), de la façon suivante :

- Par Monsieur Nicolas FERLING, par chèque, au moyen de ses deniers personnels, la somme de 30.000 € à Monsieur Hervé DE TROGOFF, qui le reconnaît et en consent bonne et valable quittance,

DONT QUITTANCE
SOUS RESERVE D'ENCAISSEMENT

ARTICLE 5 - ORIGINE DE PROPRIETE

Monsieur Hervé DE TROGOFF déclare être propriétaire des parts ci-après cédées, pour les avoir acquises de Madame Sylvie FERLING, par ASSP en date du 20 mai 2010, à hauteur de 63 parts sociales et de Monsieur Yvonnick DE TROGOFF, par ASSP en date du 11 mai 2011, à hauteur de 62 parts sociales, ainsi qu'en font foi les statuts.

ARTICLE 6 - AGREMENT

Conformément aux dispositions de l'article 10 des statuts, Monsieur Nicolas FERLING, étant déjà associé de la société, la présente cession est libre de tout agrément.

ARTICLE 7 - GARANTIE D'ACTIF CIRCULANT ET DE PASSIF

De convention expresse entre les parties, la présente cession de parts intervient sans aucune garantie ni recours contre le cédant.

Elle n'est assortie d'aucune garantie d'actif et/ou de passif de la part du cédant.

A cet égard, le cessionnaire, informé expressément par le rédacteur des présentes, des conséquences et des suites éventuelles de l'absence de ladite garantie, décharge expressément le rédacteur des présentes de toute responsabilité à cet égard.

ARTICLE 8 - OPPOSABILITE DES CESSIONS

Le premier paragraphe de l'article 10 stipule littéralement rapporté : « Pour être opposable à la société, elle doit lui être signifiée par dépôt d'un original de l'acte de cession remis au gérant es-qualités, contre récépissé. Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité, et, en outre, après publicité au Registre du Commerce. »

En conséquence, Monsieur Nicolas FERLING, agissant en qualité de gérant de la société, déclare expressément accepter les cessions de parts qui précèdent et dispenser de sa signification à la société.

Ladite cession ne pourra être opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité, et en outre après publicité au Registre du Commerce et des Sociétés.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DES STATUTS

Comme conséquence de la présente cession, il a été décidé de modifier l'article 7 des statuts intitulé « **Capital** » par le paragraphe suivant :

« Par suite de la cession de parts sociales consentie par Monsieur Hervé DE TROGOFF au profit de Monsieur Nicolas FERLING, à hauteur de 125 parts sociales, aux termes d'un ASSP en date du 25 janvier 2013, la répartition du capital social est devenue la suivante :

- A Monsieur Nicolas FERLING, DEUX CENT SOIXANTE QUINZE parts sociales, numérotées de 1 à 125 et de 351 à 500, ci	275
- A Madame Sylvie BOULARD, épouse FERLING, DEUX CENT VINGT CINQ parts sociales, numérotées de 126 à 350, ci	225

TOTAL EGAL AU NOMBRE DE PARTS COMPOSANT
LE CAPITAL SOCIAL, soit CINQ CENTS, ci

500 »

19 AT SF

ARTICLE 10 - CLAUSE DE NON CONCURRENCE

Comme conséquence de la cession de ses parts sociales, le cédant s'interdit d'entreprendre personnellement ou par personne interposée, directement ou indirectement, toutes activités susceptibles de concurrencer la société « **A.T. MEDIA COMMUNICATION** », comme de diriger ou administrer toutes entreprises ou société concurrentes, ayant la même activité, et ceci pendant un délai de DEUX (2) ans, et dans le département du LOIRET (45), à compter de la date de cession, à peine de tous dommages intérêts et sans préjudice du droit de faire cesser toutes infractions à cette interdiction.

Enfin, plus généralement, le cédant de la société s'engage à se conduire de façon loyale à l'égard du cessionnaire et de la Société.

ARTICLE 11 - REMBOURSEMENT DES CREANCES DU CEDANT SUR LA SOCIETE

Monsieur Hervé DE TROGOFF n'est titulaire à ce jour d'aucune créance sur la Société.

ARTICLE 12 - REPRISE D'ENGAGEMENTS DE CAUTION

Il est ici déclaré par le cédant qu'il n'a consenti aucun engagement de caution au profit d'aucun établissement financier, en garantie des engagements de la société.

ARTICLE 13 - DECLARATIONS POUR L'ENREGISTREMENT

La présente cession portant sur des parts émises par la société « **A.T. MEDIA COMMUNICATION** » soumise à l'impôt sur les sociétés, elle sera donc soumise au droit proportionnel de 3 % prévu par les dispositions de l'article 726 du Code Général des Impôts.

Pour la liquidation dudit droit, il sera appliqué sur la valeur de chaque part sociale un abattement égal au rapport entre la somme de 23.000 € et le nombre total de parts sociales de la Société.

Le cédant reconnaît avoir été averti par le rédacteur de l'acte de l'obligation qui lui est faite de déclarer ladite cession auprès de l'Administration Fiscale au regard notamment de la taxation des plus-values réalisées à l'occasion des présentes.

ARTICLE 14 - FORMALITES DE PUBLICITE

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux, de copies ou d'extraits du présent acte pour effectuer toutes formalités de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce d'ORLEANS.

ARTICLE 15 - DECHARGE DE RESPONSABILITE

Les Parties soussignées déclarent s'être rapprochées d'elles-mêmes et donnent au rédacteur du présent acte pleine et entière décharge concernant les énonciations du fait d'une inexactitude des renseignements fournis, la mission du rédacteur s'étant limitée à la transcription des déclarations des parties et s'étant terminée à leur entière satisfaction.

Les Parties déclarent en outre avoir pris connaissance du présent acte par sa lecture et la remise d'un exemplaire à chacune d'elles, ainsi qu'elles le reconnaissent.

HT

LF

GF

ARTICLE 16 - FRAIS

Tous les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, seront supportés, savoir :

- par le cessionnaire qui s'oblige expressément à les acquitter, dans la mesure où ces frais et droits se rattachent à la cession de parts qu'il accepte.
- par la société, en ce qui concerne les frais et droits éventuels afférents aux modifications des statuts.

ARTICLE 17 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, les parties font élection de domicile en leurs demeures respectives, indiquées en-tête des présentes.

ARTICLE 18 - LOI APPLICABLE - JURIDICTION

La présente Convention est soumise et interprétée conformément au droit français.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente cession relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de Commerce d'ORLEANS.

lettres rayées nulles
mots rayés nuls
lignes rayées nulles
renvois en marge

Enregistré à : SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES ORLEANS EST
Le 14/02/2013 Bordereau n°2013/367 Case n°17 Ext 1146
Enregistrement : 728 € Pénalités :
Total liquidé : sept cent vingt-huit euros
Montant reçu : sept cent vingt-huit euros
La Contrôleuse des finances publiques

FAIT A ORLEANS
Le 25/01/2013
Sur 6 pages
En CINQ exemplaires originaux

Mr Hervé DE TROGOFF

« Lu et approuvé,
bon pour cession de 125 parts sociales »

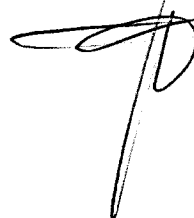
*Lu et approuvé bon pour cession de
125 parts sociales*



Mr Nicolas FERLING

« Lu et approuvé,
bon pour acquisition de 125 parts sociales »

*lu et approuvé, bon pour acquisition
de 125 parts sociales*



Madame Sylvie FERLING

« Lu et approuvé »

lu et approuvé

